



rap port an nuel 20 14 - 20 15



POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR

L'Union des producteurs agricoles

TABLE DES MATIÈRES

Message du président général	5
Message de la directrice générale	6
Membres du comité exécutif	7
Membres du conseil général	8
Mission de l'Union	9
Taux d'adhésion à l'Union	10
Trésorerie	10

POUVOIR NOURRIR

Une nouvelle signature	13
Une notoriété qui grandit	13
L'Union dans les médias	13
Les médias de l'Union	13
Un travail de représentation 12 mois par année	14
Portes ouvertes sur les fermes : la pluie n'a pas ralenti l'ardeur des visiteurs	14
Nourrir la curiosité des « ados » envers l'agriculture	14
Un coup de pouce au jardin des enfants	14
100 000 arbres à planter	15
Campagne Forts et unis pour la gestion de l'offre	15
Campagne électorale fédérale	16
UPA DI a le vent dans les voiles	16
Grand Rassemblement de la relève agricole	16
Hommage aux anciens présidents de l'Union	17
Mémoires de l'UPA 2015	17

POUVOIR GRANDIR

Ressource terre	19
Dossier environnement	20
Énergie : puisqu'il en faut!	20
Appui aux groupes spécialisés et mise en marché collective	20
Sécurité du revenu et gestion des risques	22
Assurance récolte	23
À la trace, sur le Web avec Agri-Traçabilité Québec	23
Main-d'œuvre	24
Formation et appui en vie syndicale	24
Prévention	25
Santé psychologique	25



Photo : Jacques Dorion



L' Un ion

MESSAGE DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL

À l'instar de 2014, le travail et les défis n'ont pas manqué en 2015. L'année a commencé par le dépôt du rapport du Groupe de travail FADQ-MAPAQ-UPA sur la sécurité du revenu, un rapport qui formule des recommandations visant le développement du plein potentiel de l'agriculture québécoise.

Il s'en est suivi un travail imposant de sensibilisation des députés, d'abord par un blitz de rencontres avec les élus de l'Assemblée nationale, puis, sur le terrain, circonscription par circonscription. Ces propositions devront être mises de l'avant, car les producteurs veulent un signal clair qu'ils peuvent compter sur un horizon de stabilité pour investir et développer leur entreprise.

Deux autres enjeux majeurs, soit l'accès aux terres pour la relève et la protection de la zone agricole, ont été étudiés en commission parlementaire cette année. En effet, la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN) a procédé à l'examen du fonctionnement de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) et a analysé le phénomène d'accaparement des terres agricoles. L'Union n'a pas manqué d'y présenter les préoccupations et les attentes des agriculteurs. Des témoignages percutants de jeunes de la relève ont aussi permis de faire comprendre l'urgence d'agir dans le dossier de la financiarisation des terres.

Parlant des jeunes, ils nous ont impressionnés à plus d'une occasion cette année. Outre leurs présentations devant la CAPERN, le dépôt de leur mémoire *Les aspirations et les besoins des jeunes qui nourriront le Québec de demain*, lors du Grand

Rassemblement de la relève agricole à Montréal, compte parmi les faits marquants de la dernière année. Un événement unique qui a réuni plus de 300 jeunes de toutes les régions du Québec et de nombreuses personnalités venues les appuyer.

Autre actualité incontournable de l'année, les négociations du Partenariat transpacifique (PTP) qui, malgré leur importance afin de conserver et de développer les marchés d'exportation, ont constitué une menace pour l'avenir de la gestion de l'offre. Le lancement, au mois de mai, d'une grande campagne d'information *Forts et unis pour la gestion de l'offre* visait prioritairement à rappeler au gouvernement conservateur ses engagements. Avec l'appui des principaux acteurs de la filière agroalimentaire québécoise, cette campagne a fait l'objet d'une très forte mobilisation des producteurs. Des engagements clairs des partis politiques, incluant celui qui a remporté le scrutin du 19 octobre, ont été obtenus. Finalement, avec l'adhésion du Canada au PTP cet automne, le gouvernement conservateur a concédé, pour une deuxième fois en deux ans, un accès élargi au marché canadien dans nos secteurs sous gestion de l'offre.

Notre capacité à créer des alliances et à mener des actions en partenariat avec d'autres organisations est nourrie par les messages que nous portons auprès des agriculteurs et sur la place publique. À ce chapitre, plusieurs réalisations sont dignes de mention, comme notre campagne publicitaire *Pouvoir nourrir Pouvoir grandir* sur les différentes plateformes de Ra-



Photo : Yves Lacombe

dio-Canada ainsi que toutes les activités dans le cadre de notre démarche *À la rencontre des producteurs*. Déjà, plus de 10 000 producteurs ont été rejoints pour échanger sur nos actions et mieux cerner leurs besoins et leurs préoccupations. Notre plan de valorisation de la profession ainsi que notre plan d'action en santé psychologique témoignent également de notre engagement.

Tous ces dossiers, ainsi que d'autres qui se pointent à l'horizon, continueront d'être analysés et traités par notre organisation, car ils ont un impact réel sur le quotidien des producteurs et des productrices.

Marcel Groleau

Marcel Groleau

MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

L'année qui vient de se terminer aura sollicité les ressources de l'Union, tant à Longueuil que dans les régions, à un niveau rarement observé.

Il faut dire que l'objectif du retour à l'équilibre budgétaire du gouvernement québécois et la campagne électorale fédérale commandaient que nous mettions encore plus d'énergie pour faire valoir le bien-fondé de nos demandes. Ce travail de longue haleine n'a pas encore porté tous ses fruits, mais nous avons déployé les moyens qui nous positionnent bien pour la prochaine année. Des ajustements à nos programmes et à certaines dispositions réglementaires seront nécessaires si nous voulons assurer le développement de notre agriculture et sa pleine contribution à l'économie du Québec et de ses régions.

Nous avons produit plus d'une dizaine de mémoires étoffés au cours de l'année sur des sujets d'importance pour les producteurs tels la protection et l'accaparement des terres agricoles, les besoins de la relève agricole, l'énergie, le bien-être animal, la sécurité du revenu et la fiscalité agricole.

Il faut souligner la rigueur de notre plaidoyer, lequel s'appuie sur une analyse factuelle et documentée. Plusieurs études d'importance ont été menées en appui à nos positions. Je pense à un sondage détaillé auprès de 700 jeunes de la relève agricole, à une mise à jour de l'étude sur les retombées de l'agriculture incluant un sondage auprès des agriculteurs et des transformateurs sur les outils requis pour assurer le développement de leur entreprise, à une évaluation du soutien en agriculture ici et ailleurs ainsi qu'à une analyse des transactions sur le foncier agricole. Toutes

ces études démontrent que les gouvernements ont intérêt à investir dans le secteur de l'agriculture qui constitue un pan majeur de l'économie du Québec.

L'accès à de la main-d'œuvre qualifiée en temps opportun devient de plus en plus un élément stratégique pour nombre d'entreprises agricoles. C'est dans cette optique que nos fédérations régionales mettent en place un service de pointe en la matière.

Par ailleurs, plusieurs forums ont été organisés au cours de l'année avec des partenaires majeurs de la société civile. Nos permanents travaillent en collaboration avec de nombreuses organisations, ce qui permet de positionner les réalités de notre secteur, de faire valoir son importance pour le développement des communautés et d'exprimer les besoins des agriculteurs.

Nous nous sommes heurtés à plusieurs écueils cette année. Qu'il s'agisse des recommandations de la commission Robillard d'abolir des programmes agricoles, des coupes aux budgets alloués à l'agriculture ou des concessions accordées dans le cadre du Partenariat transpacifique, c'est avec agilité, force et rigueur que l'Union a réagi grâce au travail de tous, tant à la Confédération, dans les fédérations régionales, qu'au sein des groupes spécialisés. Je suis fière de la rapidité avec laquelle la tournée de manifestations a été organisée dans le cadre du Partenariat transpacifique, ou de la réplique immédiate et appuyée aux deux rapports de la commission Robillard. Nous sommes chanceux de pouvoir compter sur des professionnels aguerris qui per-



Photo : Yves Lacombe

mettent de faire la différence lorsque la situation le commande. Je les en remercie bien sincèrement.

Plusieurs groupes spécialisés sont accompagnés par des ressources de l'Union, que ce soit de façon ponctuelle pour résoudre des problématiques particulières ou encore de façon soutenue à travers un partage de ressources leur permettant d'avoir accès à des services qu'ils ne pourraient s'offrir seuls. C'est aussi cela la force de l'Union.

Par ailleurs, nous avons poursuivi le déploiement de notre nouvelle signature *Pouvoir nourrir Pouvoir grandir* dans toutes les composantes de l'organisation, une signature qui permet de souligner le modernisme de notre organisation et de valoriser la profession auprès de la population. Il importe à ce chapitre de mentionner que notre campagne télévisuelle a remporté le grand prix de la Canadian Agri-Marketing Association dans la catégorie Marketing et communication. Mieux encore, elle a suscité une forte adhésion et a bénéficié d'un niveau élevé de notoriété auprès de la population québécoise.

Au chapitre des résultats financiers, nous avons atteint l'équilibre. Nous apportons une attention particulière et soutenue à nos dépenses et fai-

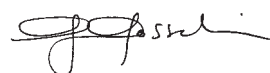
sons régulièrement les ajustements qui s'imposent, car la santé financière de l'organisation est absolument nécessaire pour répondre aux besoins des producteurs et des productrices agricoles.

Notre Direction des publications continue de subir les conséquences de la transformation du secteur des médias. Bien que les résultats escomptés n'aient pas été au rendez-vous, les décisions qui s'imposaient ont été prises. Tout cela afin d'assurer la stabilité et la pérennité

de nos outils d'information et plus particulièrement de *La Terre de chez nous* qui, depuis 86 ans, transmet hebdomadairement aux producteurs une information agricole factuelle et la plus à jour.

Les ressources humaines étant un élément déterminant de notre succès, nous veillons, dans un contexte où la main-d'œuvre de qualité se raréfie, à assurer des plans de relève dans toutes les composantes de l'organisation.

En terminant, je tiens à remercier tant les producteurs et les productrices agricoles que les élus et les permanents pour leur confiance et leur appui tout au cours de l'année qui vient de se terminer. C'est seulement par un travail concerté et engagé qu'ensemble nous nous donnons le « pouvoir de nourrir et de grandir »! Merci à tous et à toutes.



Guylaine Gosselin

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF 2014-2015

Sylvain Vachon,
président
Abitibi-
Témiscamingue
(membre du conseil
exécutif)

Martin Caron,
2^e vice-président
de l'Union

Pierre Lemieux,
1^{er} vice-président
de l'Union

**Marcel
Groleau,**
président
de l'Union

**Guylaine
Gosselin,**
directrice
générale

Julien Pagé,
président,
lapins
(membre du
conseil exécutif)

Gyslaine Loyer,
président,
œufs
d'incubation
(membre du
conseil exécutif)

Paul Doyon,
président,
Chaudière-
Appalaches
(membre du
conseil exécutif)

**Charles-
Félix Ross,**
directeur
adjoint



MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL

Présidente et présidents des FÉDÉRATIONS RÉGIONALES



Gilbert Marquis
Bas-Saint-Laurent



Jacynthe Gagnon
Capitale-Nationale-
Côte-Nord



Jean-Luc Leclair
Centre-du-
Québec



Hervé Dancause
(1^{er} vice-président)
Chaudière-
Appalaches



François Bourassa
Estrie



Christian Côté
Gaspésie-Les Îles



Marcel Papin
Lanaudière



Jean-Marie Giguère
Mauricie



**Christian
St-Jacques**
Montréal



Jérémie Letellier
(1^{er} vice-président)
Montréal



Richard Maheu
Outaouais-
Laurentides



Yvon Simard
Saguenay-
Lac-Saint-Jean

Présidentes et présidents des GROUPES SPÉCIALISÉS



Serge Beaulieu
acéricoles



Langis Croft
agneaux et
moutons



Gérard Bouchard
agriculture
biologique



**Raymonde
Plamondon**
agricultrices



Léo Buteau
apiculteurs



Normand Roy
aquaculteurs



Marc Larouche
bleuets



Claude Viel
bovins



Maude Caron
chèvres



Christian Overbeek
cultures
commerciales



**Pierre-Maurice
Gagnon**
forestiers



David Lemire
fraises et framboises



Yvan Michon
fruits et légumes
de transformation



Nathalie Kerbrat
grands gibiers



Bruno Letendre
lait



**Jean-Marie
Rainville**
maraîchers



Paulin Bouchard
œufs



**Stéphanie
Levasseur**
pommes



Francis Desrochers
pommes de terre



**David
Boissonneault**
porcs



Carl Bouchard
poulettes



John McCart
Quebec Farmer's
Association



Pascal Hudon
relève agricole



André Mousseau
serre

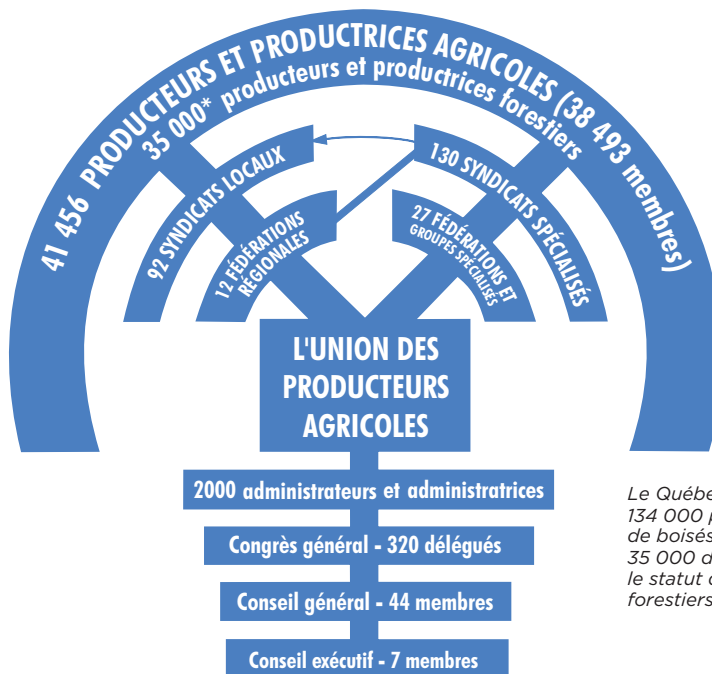


**Pierre-Luc
Leblanc**
volailles

Mission de l'Union

L'Union des producteurs agricoles a pignon sur rue dans toutes les régions du Québec. Elle représente tous les agriculteurs et compte aussi dans ses rangs les forestiers.

Sa mission est de promouvoir, de défendre et de développer les intérêts des productrices et des producteurs agricoles et forestiers du Québec, sans distinction de race, de nationalité, de sexe, de langue et de croyance. Elle rassemble les producteurs sur deux bases distinctes : territoriale et sectorielle. Y sont affiliés 92 syndicats locaux regroupés en 12 fédérations régionales, de même que 130 syndicats spécialisés, appartenant à 27 secteurs de production ou couvrant trois champs spécifiques d'intervention (relève, secteur anglophone et agricultrices).



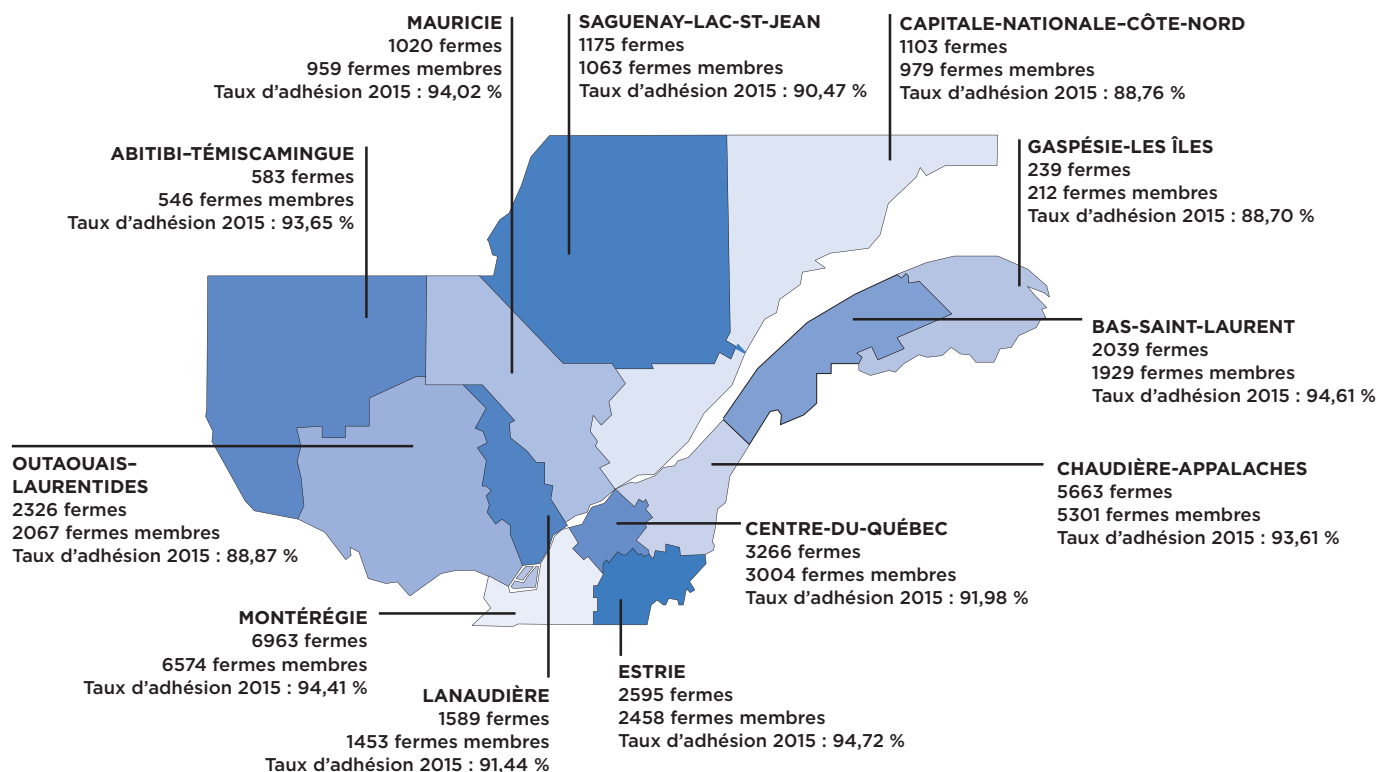
12 fédérations et 92 syndicats locaux

Abitibi-Témiscamingue : Témiscamingue • Rouyn-Noranda • Abitibi • Abitibi-Ouest • La Vallée de l'Or • **Bas-Saint-Laurent** : MRC de Rivière-du-Loup • Kamouraska • La Matapédia • La Matanie • Des Basques • Témiscouata • Rimouski-Neigette • La Mitis • **Capitale-Nationale-Côte-Nord** : Charlevoix-Est • Charlevoix-Ouest • L'Île-d'Orléans • La Côte de Beaupré • Portneuf • Québec, Jacques-Cartier • Côte-Nord • **Centre-du-Québec** : Des Bois-Francs • Victoriaville et ses environs • Drummond-Nord • Drummond-Sud • Bécancour • Nicolet • De l'Érable • **Chaudière-Appalaches** : L'Islet • MRC de Montmagny • Bellechasse • Lévis • Des Appalaches • Lotbinière-Nord • Lotbinière-Sud • Des Etchemins • Dorchester • Robert-Cliche • Nouvelle-Beauce • Beauce-Sartigan • Érabearce • **Estrie** : Frontenac • Du Granit • Haut-Saint-François • Des Sources • Val-Saint-François et Sherbrooke • Coaticook • Memphrémagog • **Gaspésie-Les Îles** : Îles-de-la-Madeleine • Rocher-Percé • Haute-Gaspésie • Côte-de-Gaspé • Bonaventure • Avignon • **Lanaudière** : Kildare Lanaudière • Achigan-Montcalm • D'Autray • L'Assomption-Les Moulins • Nord • **Mauricie** : Mékinac • Des Chenaux • Haute-Mauricie • Maskinongé • **Montérégie** : Marguerite d'Youville-Longueuil • Roussillon • Jardins-de-Napierville • Haut-Saint-Laurent • Beauharnois • Salaberry • Vaudreuil • Soulanges • La Haute-Yamaska • Maskoutains Nord-Est • Vallée Maskoutaine • Rivière Noire • Richelieu-Yamaska • Vallée-du-Richelieu • Rouville • Haut-Richelieu • Brome-Missisquoi • **Outaouais-Laurentides** : La Lièvre • Papineau • Collines de l'Outaouais • Ste-Scholastique-Mirabel • Des Basses-Laurentides • Laval • Deux-Montagnes • Argenteuil • Laurentides-Pays-d'en-Haut • Vallée-de-la-Gatineau • Pontiac • **Saguenay-Lac-St-Jean** : Maria-Chapdelaine • Domaine du Roy • Lac-Saint-Jean-Est • Fjord du Saguenay

27 secteurs de production

Fédération des producteurs **acéricoles** du Québec • Fédération des producteurs **d'agneaux et moutons** du Québec • Fédération des **agricultrices** du Québec • Fédération **d'agriculture biologique** du Québec • Fédération des **apiculteurs** du Québec • Association des **aquaculteurs** du Québec • Syndicat des producteurs de **bleuets** du Québec • Fédération des producteurs de **bovins** du Québec • Syndicat des producteurs de **chèvres** du Québec • Fédération des producteurs de **cultures commerciales** du Québec • Fédération des producteurs **forestiers** du Québec • Association des producteurs de **fraises et framboises** du Québec • Fédération québécoise des producteurs de **fruits et légumes de transformation** • Fédération des éleveurs de **grands gibiers** du Québec • Les Producteurs de **lait** du Québec • Syndicat des producteurs de **lapins** du Québec • Association des producteurs **maraîchers** du Québec • Fédération des producteurs d'**œufs** du Québec • Syndicat des producteurs d'**œufs d'incubation** du Québec • Fédération des producteurs de **pommes** du Québec • Fédération des producteurs de **pommes de terre** du Québec • Les Éleveurs de **porcs** du Québec • Les Éleveurs de **poulettes** du Québec • Québec **Farmers' Association** (QFA) • Fédération de la **relève agricole** du Québec • Syndicat des producteurs en **serre** du Québec • Les Éleveurs de **volailles** du Québec

TAUX D'ADHÉSION À L'UNION PAR RÉGION



TOTAL
 28 561 fermes • 26 545 fermes membres
 Taux d'adhésion 2015 : 92,94 % • 2014 : 92,67 %



Trésorerie

Le service de la trésorerie de l'Union adhère toujours aux mêmes objectifs : obtenir les meilleurs résultats possible pour les producteurs agricoles tout en respectant le plan financier qu'ils se sont donné. Cela passe par une gestion rigoureuse de tous les postes budgétaires, notamment la masse salariale qui, pour une organisation comme la nôtre, représente un coût important.

Avec la mise en place du système de visioconférence en 2012, l'ensemble de l'organisation a réduit ses frais d'exploitation. L'utilisation de cette technologie dans les 16 bureaux de

l'UPA à travers le Québec est en hausse constante (environ 20 % par année depuis son introduction). Actuellement, 350 réunions sont tenues annuellement dans le réseau de l'Union. On estime à 175 000 \$ par an les économies enregistrées pour l'ensemble de l'organisation grâce à la visioconférence.

Dans le domaine des médias écrits, la situation est plus difficile. La Terre de chez nous et ses publications doivent composer avec des baisses importantes de revenus publicitaires liés à la concentration des fournisseurs. De plus, les nouvelles technologies et les

médias sociaux offrent aux annonceurs une multitude de plateformes pour passer leur message. Afin de préserver la rentabilité des activités de ce secteur, la direction des publications a procédé à un examen de l'ensemble des outils d'information qu'elle produit et pris les décisions qui devraient bien les positionner pour l'avenir.

Cette année, outre le rajustement de la valeur de nos placements, les trois fonds (syndical, publications, immeuble) présentent un résultat d'exploitation positif de 47 000 \$.



POU VOIR NOUR RIR



Pouvoir nourrir, c'est nourrir la population en leur offrant les meilleurs produits au monde et, du même souffle, nourrir leur intérêt pour le travail de la terre. C'est aussi faire connaître les réalités du monde agricole aux élus, comme aux partenaires de la société civile, c'est transmettre la passion aux jeunes, c'est alimenter les échanges, c'est communiquer.

Une nouvelle signature

En décembre dernier, l'Union dévoilait officiellement sa nouvelle signature *Pouvoir nourrir Pouvoir grandir*. Une façon d'exprimer en peu de mots ce que nous sommes et ce à quoi nous aspirons : une organisation toujours en mouvement, moderne, qui rassemble tous les producteurs et productrices agricoles et forestiers. Dans la même foulée, l'Union a renouvelé son site Web, mis de l'avant une stratégie de positionnement sur les médias sociaux et créé de nouveaux outils de communication. Autant de moyens qui nous permettront de se rapprocher des consommateurs et d'obtenir de la société la reconnaissance du travail accompli chaque jour par des milliers d'agriculteurs et d'agricultrices.

L'image de marque en région

La nouvelle image de marque fait désormais partie de la réalité régionale et les douze régions ont intégré la nouvelle signature dans leurs communications et leurs outils promotionnels. Quatre régions (Estrie, Montérégie, Gaspésie-Les Îles et Outaouais-Laurentides) ont remanié complètement leur site Web qui est maintenant en parfaite symbiose avec celui de l'Union.

C'est dans cette esprit qu'en février 2015 l'Union lançait sur le Web et au petit écran une campagne publicitaire mettant à l'avant-scène les agriculteurs. Le message clé de cette campagne : on peut compter sur ces passionnés qui ne comptent pas leurs heures. Cette publicité a été diffusée entre le 25 février et le 30 mars sur ICI Radio-Canada (ICI RDI, ICI Explora, ICI ARTV) ainsi qu'à l'automne sur

Tou.tv et d'autres canaux ciblés pour le volet Web. Tout au long de l'année, il était possible de la visionner sur le site Internet de l'Union.



Une notoriété qui grandit

En juin, un sondage réalisé par la firme Léger démontrait que les trois quarts (75 %) des Québécois connaissent l'Union des producteurs agricoles. Plus de 83 % des répondants ayant exprimé leur opinion sur notre organisation en ont une de perception positive. De plus, 33 % des Québécois affirment avoir vu la récente campagne publicitaire de l'UPA et 90 % d'entre eux l'ont aimée, un taux d'appréciation bien au-delà du standard établi pour qu'une telle campagne soit qualifiée de réussie!

Le 5 novembre, lors de la remise des prix *Best of CAMA* (Canadian Agri-Marketer Association), cette publicité recevait le grand prix dans la catégorie *Marketing et communication en langue française*. La publicité *POUVOIR NOURRIR POUVOIR GRANDIR* a aussi remporté la palme dans la catégorie *Médias électroniques de langue française*.

L'Union dans les médias

De l'automne 2014 à l'automne 2015, l'Union a fait connaître ses réactions et ses positions dans les médias par l'entremise, notamment, d'environ 85 communiqués, textes d'opinion et activités de presse. Ces initiatives ont généré plus de 400 mentions dans les médias imprimés du Québec et encore plus dans les médias électroniques (télé et radio).

Parmi les dossiers ayant généré le plus de couverture, mentionnons : le Partenariat transpacifique (PTP), l'accaparement et la financiarisation des terres, les deux rapports de la Commission de révision permanente des programmes (commission Robillard) et la journée Portes ouvertes sur les fermes du Québec.

Les médias de l'Union

Encore une fois cette année, *La Terre de chez nous* a été présente dans la majorité des événements agricoles partout à travers la province. Sa participation à titre de média officiel de bon nombre d'entre eux en fait un chef de file de l'actualité agricole au Québec.

En complémentarité de sa version imprimée, la stratégie Web et médias sociaux de la TCN continue d'évoluer au rythme des besoins des lecteurs. Des sondages périodiques auprès des abonnés permettent de demeurer à la fine pointe des nouvelles tendances de diffusion et de recherche de l'information.

La dernière année a cependant été difficile au plan financier pour *La Terre de chez nous* et ses publications

en raison du retrait partiel ou complet de quelques annonceurs. Pour rétablir l'équilibre budgétaire, deux décisions majeures ont été prises : la vente de la revue *Vivre à la campagne* et le regroupement des informations publiées dans les *Terre de chez nous en région* dans une nouvelle et unique publication à découvrir en 2016.

Un travail de représentation 12 mois par année

Encore une fois cette année, les premiers dirigeants et permanents de l'Union ont eu la chance de s'entretenir avec les représentants du gouvernement concernés par les dossiers agricoles. Ils ont porté le message des agriculteurs auprès des ministres ou de leurs représentants, de l'Agriculture, du Conseil du Trésor, des Finances, de l'Énergie, des Ressources naturelles, de la Faune et de l'Environnement. Ils ont également obtenu des rencontres avec les porte-parole des partis d'opposition, à Québec et à Ottawa. Une réunion a eu lieu en juin avec le premier ministre du Québec. Le travail de représentation ne se limite pas uniquement aux affaires gouvernementales : les dirigeants de l'Union ont aussi des rencontres fréquentes avec les partenaires de la filière agroalimentaire, ici et ailleurs dans le monde.

Sensibilisation des élus à l'Assemblée nationale

Les 17, 18 et 19 février, les présidents des groupes affiliés à l'Union rencontraient les députés et les ministres à l'Assemblée nationale. Cette opération a permis de sensibiliser 60 % des parlementaires aux enjeux de la sécurité du revenu agricole, de la fiscalité foncière, de l'accaparement des terres, de l'appui à la relève et de la réglementation environnementale. Le 17 juin, une rencontre avec le premier ministre, Philippe Couillard, et le ministre de l'Agriculture, Pierre Paradis, a permis à l'Union de faire valoir l'importance de l'agriculture et de la transformation alimentaire dans l'économie du Québec ainsi que la nécessité de bonifier les programmes de La Financière agricole du Québec.

Portes ouvertes sur les fermes : la pluie n'a pas ralenti l'ardeur des visiteurs

Depuis 2003, l'engouement pour l'activité Portes ouvertes sur les fermes du Québec se poursuit. Malgré une météo peu clémente lors de l'édition du 13 septembre 2015, les citoyens étaient tout de même au rendez-vous afin de rencontrer les producteurs. Plus de 98 000 personnes ont visité l'une des 114 fermes qui ouvraient leurs portes gratuitement dans les différentes régions du Québec.

Cette activité rassembleuse offre une vitrine hors du commun pour l'agriculture et elle ne serait pas possible sans les nombreux producteurs-hôtes qui y participent, leurs familles et les milliers de bénévoles qui s'impliquent sur l'ensemble du territoire. Plusieurs partenaires contribuent également au succès des Portes ouvertes sur les fermes du Québec. Treize ans après la première édition, c'est plus de 1,8 million de visiteurs qui ont pris part à cet événement d'envergure.

Nourrir la curiosité des « ados » envers l'agriculture

En 2015, le projet d'initiation des jeunes à l'agriculture québécoise, à l'environnement et à la consommation responsable a permis de rejoindre plus de 2000 élèves du secondaire. Au-delà de 60 animations dans 13 écoles ont été faites par les quelque 20 producteurs ambassadeurs actifs sur le terrain dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale—Côte-Nord, de la Chaudière-Appalaches, de l'Estrie, de Montréal, de Lanaudière, de la Montérégie et d'Outaouais-Laurentides. Au total, 17 secteurs de production ont été présentés aux élèves : agneau-mouton, bois, bovin, bleuets, chèvre laitière,

grains, culture maraîchère, grandes cultures biologiques, grands gibiers, herbes médicinales, lait, lait biologique, légumes de transformation, œufs, ovin, sirop d'érable et sirop d'érable bio.

Cette année, des améliorations majeures ont été apportées au site Web www.jecultive.ca, lequel propose six nouveaux clips vidéo. De plus, les enseignants intéressés par le programme peuvent désormais s'inscrire en ligne. Mentionnons que la nouvelle mouture de www.jecultive.ca s'est vu décerner en 2015 le Parchemin d'argent que l'Association des communicateurs et rédacteurs de l'agroalimentaire (ACRA) remet aux meilleures communications de l'industrie dans le cadre des prix Roger-Blais.

Un coup de pouce au jardin des enfants

Grâce à un coup de pouce financier de l'Union, les familles du quartier Rosemont qui fréquentent le jardin communautaire Basile-Patenaude à Montréal bénéficient maintenant d'installations sécuritaires et ludiques pour que leurs enfants puissent découvrir le jardinage et l'écologie.

Souhaitant encourager un projet d'agriculture urbaine particulièrement novateur, l'Union s'est en effet associée à cette initiative inspirante qui s'adresse à des familles issues de plusieurs communautés culturelles et souvent démunies. Pour l'UPA, ce projet représente une autre façon



Photo : François Démontragne

de bâtir des ponts entre la ville et la campagne, tout en donnant le goût aux enfants de jardiner et de se rapprocher de l'agriculture.

100 000 arbres à planter

L'Union et le Jour de la Terre Québec feront équipe pour planter 100 000 arbres au cours des deux prochaines



Photo : Jour de la Terre Québec

années dans la grande région métropolitaine. Cette annonce, faite le 21 avril, s'inscrit dans le cadre du programme *375 000 arbres* lancé en octobre 2013 par le Jour de la Terre Québec, la Fondation David Suzuki, la Fondation Cowboys fringants et la Compagnie Larivée Cabot Champagne. Ce partenariat est, somme toute, naturel, car pour les producteurs agricoles les arbres revêtent une grande importance et en planter fait partie du quotidien. À preuve, depuis 15 ans, plus de 7000 kilomètres d'arbres ont été plantés sur les terres agricoles du Québec. Les 100 000 arbres et arbustes mis en terre permettront de réaliser divers types d'aménagement : bandes riveraines, haies brise-vent, boisés de ferme, etc.

Campagne Forts et unis pour la gestion de l'offre

Le 25 mai, l'Union, la Coalition GO5 et les principaux acteurs de la filière agroalimentaire québécoise lançaient la campagne de mobilisation *Forts et unis pour la gestion de l'offre*. Plusieurs outils de communication ont

été conçus (publicité imprimée, bannières, affiches, site Web, etc.) afin de multiplier les appuis à ce modèle agricole équitable alors menacé dans les négociations du PTP. Ce sera le début d'une série d'actions auxquelles auront participé des milliers d'agriculteurs et de très nombreux partenaires de la filière :

- Les 24 et 27 juillet, à la veille d'une importante séance de négociation du PTP, l'Union et la Coalition GO5 ont organisé deux importants rassemblements auxquels près de 2000 personnes ont participé.
- Le 24 septembre, 1500 producteurs agricoles manifestent devant la tour de Radio-Canada quelques heures avant un débat des chefs tenu dans le cadre de la campagne électorale fédérale.
- Le 28 septembre, le ministre de l'Agriculture, Pierre Paradis, se joint à Marcel Groleau, Ghislain Gervais (La Coop fédérée) et René Moreau (Agropur) lors d'une conférence de presse tenue à Longueuil, à la Maison de l'UPA. De nombreux partenaires de la filière sont présents en signe d'appui.
- Les représentants de la Coalition GO5, le ministre de l'Agriculture, Pierre Paradis, et le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, Jacques Daoust, partent le 29 septembre pour Atlanta afin de maintenir la pression sur le gouvernement.



Photo : UPA

Les partenaires ont été nombreux à répondre à l'appel des producteurs

Au cours des derniers mois, les appuis au système de gestion de l'offre se sont multipliés : Agropur, Association des couviroiers du Québec inc., Association des jeunes ruraux du Québec, Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière, Banque de Montréal, Banque Nationale, Centre d'insémination artificielle du Québec, Conseil de la transformation alimentaire du Québec, Conseil des industriels laitiers du Québec, Desjardins Entreprises, Fédération québécoise des municipalités, La Coop fédérée, ministres de l'Agriculture du Québec, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, ministre québécois de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, Nutreco, Nutri-Groupe, Québec 4H, TD Canada Trust.

- Le 30 septembre, l'Assemblée nationale adopte unanimement une motion exigeant du gouvernement fédéral le maintien intégral de la gestion de l'offre.
- Le 5 octobre, un accord intervient entre les 12 pays membres du PTP. Cela déclenchera une vague de manifestations et de convois de tracteurs en région et vers Ottawa.

Toutefois, on connaît la suite. Dans l'entente de principe conclue à Atlanta, le Canada a consenti des accès supplémentaires à nos marchés (3,25 % en produits laitiers et entre 1,5 et 2,10 % en produits avicoles). Est-ce que toutes nos actions ont été vaines? Non, car on ose à peine imaginer qu'elles auraient été les concessions accordées si rien n'avait été fait! Malgré les brèches, la gestion de l'offre est préservée. Il faudra rester alerte pour la suite des choses, cette entente devant maintenant être ratifiée par les Parlements des 12 pays. Il faudra aussi se pencher sur les mesures de compensation annoncées et veiller à ce que les producteurs soient traités en toute équité. Et surtout, il faudra s'assurer que le nouveau

gouvernement respecte ses engagements en exerçant un contrôle rigoureux des frontières et en stoppant l'entrée au pays de certains produits conçus spécialement pour contourner les règles et les tarifs établis.

Un bilan impressionnant

- Des milliers de producteurs en manifestation
- De nombreux camions de lait et des centaines de tracteurs dans les rues à Ottawa et aux frontières
- Une importante délégation de producteurs et les ministres de quatre provinces canadiennes à Atlanta
- Une motion unanime de l'Assemblée nationale
- Une couverture de presse sans précédent
- La gestion de l'offre et l'agriculture québécoise, l'un des principaux enjeux de la campagne électorale fédérale : du jamais vu!

Campagne électorale fédérale

Comme à chaque élection, l'Union a tout mis en œuvre, lors de la campagne électorale fédérale, pour s'assurer que les producteurs agricoles et forestiers disposent de l'information nécessaire pour faire un choix éclairé le jour du scrutin. Un document exprimant les attentes des agriculteurs et des producteurs forestiers envers le futur gouvernement a été produit en début de campagne. Des rencontres avec les candidats des principales formations politiques en lice se sont tenues dans toutes les régions. De même,



Photo : François Démontrage

des porte-parole du Bloc Québécois (Gilles Duceppe, Laurier-Sainte-Marie), du Parti libéral du Canada (Stéphane Dion, Saint-Laurent-Cartierville), du Nouveau Parti démocratique du Canada (Ruth Ellen Brosseau, Berthier-Maskinongé), du Parti conservateur du Canada (Maxime Bernier, Beauce) et du Parti vert du Canada (JiCi Lauzon, Pierre-Boucher-Les Patriotes-Verchères) ont eu successivement l'occasion de s'adresser au conseil général de l'UPA les 22 et 23 septembre.

Les faits saillants de ces rencontres ont été publiés sur le Web, au même titre que les attentes des producteurs et les engagements des partis envers les secteurs agricole et forestier.

UPA DI a le vent dans les voiles

À l'été 2015, UPA Développement international (UPA DI) a reçu un avis favorable pour deux projets de coopération internationale présentés au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Plus de 26 M\$, incluant une contribution d'UPA DI, y seront alloués pour les cinq prochaines années. Cela s'ajoute à la programmation actuelle qui totalisera plus de 40 M\$ au cours de cette période.

En fait, UPA DI réalise des activités de coopération auprès de 26 organisations partenaires réparties dans 18 pays en développement. Au cours de la dernière année, elle a rejoint plus de 140 000 producteurs et productrices dont 47 % sont des femmes. Dans le cadre de ces activités, les partenaires d'UPA DI ont produit des aliments ayant contribué directement à approvisionner près de 7 800 000 personnes, soit l'équivalent de 95 % de la population québécoise.

UPA DI propose la biodiversité économique pour faire contrepoids au modèle dominant. L'agriculture familiale et la mise en marché collective permettent de faire grandir les espoirs d'une vie meilleure pour des millions de petits exploitants agricoles sur la planète.

Grand Rassemblement de la relève agricole

Le 8 octobre dernier se tenait le Grand Rassemblement de la relève agricole, organisé par la Fédération



Photo : François Démontrage

de la relève agricole du Québec et l'UPA, pour rendre public le mémoire sur *Les aspirations et les besoins des jeunes qui nourriront le Québec de demain*. Plus de 300 jeunes de la relève, venus des quatre coins du Québec, ont convergé vers Montréal afin de sensibiliser la société et le gouvernement aux barrières qu'ils doivent surmonter pour mener à bien leur projet de transfert ou de démarrage. Du même souffle, ils ont présenté les solutions qu'ils préconisent pour faire face à ces barrières.

Pour 92 % des jeunes de la relève, l'agriculture est avant tout un mode de vie et 83 % l'ont choisie parce qu'elle leur offre l'opportunité d'être leur propre patron (84 % aspirent à être propriétaires de leur entreprise et 95 % veulent pouvoir exercer leur métier à temps plein).

Près de 75 % des aspirants agriculteurs placent la mise en marché collective en première ou deuxième place, en termes de forme d'aide essentielle à la viabilité de leur entreprise. Les programmes de sécurité du revenu et de gestion des risques se classent juste derrière.

Source : FRAQ, sondage réalisé auprès de 700 jeunes de la relève par le Bureau d'intervieweurs professionnels, été 2015.

En complément des outils de mise en marché collective et des programmes de sécurité du revenu qu'ils considèrent comme la base vitale de notre agriculture, ils proposent des mécanismes favorisant l'accès aux terres pour les jeunes, des aides à la relève bonifiées et des programmes de sensibilisation à la planification du transfert d'entreprise pour les cédants. Ce mémoire a été transmis le jour même au premier ministre, au ministre de l'Agriculture ainsi qu'aux responsables des dossiers jeunesse.

Hommage aux anciens présidents de l'Union

Le 4 décembre 2014, dans le cadre de son Congrès annuel, l'Union a rendu hommage à cinq de ses anciens présidents : Christian Lacasse (2007 à 2011), Laurent Pellerin (1993 à 2007), Jacques Proulx (1981 à 1993), Pierre Gaudet (1979 à 1981) et Albert Allain (1969 à 1973). L'Union leur a décerné le prix Laurent-Barré, lequel vise à souligner l'engagement syndical ainsi que la contribution à l'essor de l'agriculture québécoise d'hommes et de femmes ayant œuvré au sein de l'UPA.



Photo : Pascal Ratthe

MÉMOIRES DE L'UPA 2015

FÉVRIER

- PROJET DE LOI N° 28 - LOI CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES DISPOSITIONS DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 4 JUIN 2014 ET VISANT LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2015-2016, présenté dans le cadre des travaux de la Commission des finances publiques

MARS

- L'ACCAPAREMENT DES TERRES AGRICOLES : QUATRE RAISONS D'AGIR!, présenté à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- PROJET DE LOI C-46 MODIFIANT LA LOI SUR L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE ET LA LOI SUR LES OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES AU CANADA, présenté au Comité permanent des ressources naturelles, Chambre des communes

MAI

- POUR NOURRIR LE QUÉBEC : PROTÉGEONS NOS TERRES, PRIORISONS NOTRE AGRICULTURE, présenté à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- PROJET DE LOI C-46 MODIFIANT LA LOI SUR L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE ET LA LOI SUR LES OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES AU CANADA, présenté au Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

SEPTEMBRE

- MODERNISER LE RÉGIME D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DE LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT, présenté à la Commission des transports et de l'environnement lors des consultations particulières et auditions publiques
- OLÉODUC ÉNERGIE EST, présenté à la consultation publique de la Communauté métropolitaine de Montréal relativement au projet Oléoduc Énergie Est de TransCanada
- COMMENTAIRES SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'EXAMEN SUR LA FISCALITÉ DU QUÉBEC, présenté à la Commission des finances publiques
- PROJET DE LOI N° 54 : LOI VISANT L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION JURIDIQUE DE L'ANIMAL, présenté à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

OCTOBRE

- CIBLE DE RÉDUCTION D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DU QUÉBEC POUR 2030, présenté à la Commission des transports et de l'environnement
- LES ASPIRATIONS ET LES BESOINS DES JEUNES QUI NOURRIRONT LE QUÉBEC DE DEMAIN, présenté au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec



**POU
VOIR
GRAN
DIR**

Pouvoir grandir, c'est agir pour le développement durable de notre agriculture partout au Québec; c'est travailler ensemble pour faire grandir notre capacité à nourrir. C'est transmettre notre savoir-faire autant que nos valeurs afin de préserver notre modèle agricole. À l'Union des producteurs agricoles, ce projet repose aussi sur l'action collective, l'équité, la justice sociale et la solidarité.

Ressource terre

La terre n'est pas une marchandise que l'on peut produire. C'est un bien rare qui sert à la production d'un bien essentiel : la nourriture. Elle doit demeurer entre les mains de ceux et celles qui la cultivent et qui l'habitent. Ces dernières années, cependant, les acquisitions de territoires agricoles à des fins spéculatives se sont multipliées, raison pour laquelle l'Union milite pour la mise en place de mesures permettant de freiner le phénomène.

Le 2 décembre 2014, quelques heures avant l'ouverture de son Congrès, l'UPA et la FRAQ ont tenu une première conférence de presse afin de sensibiliser la population à cette problématique.

Cette intervention publique aura sûrement concouru à l'annonce faite par le gouvernement quelques semaines plus tard de tenir une commission parlementaire sur cette question. Les 16 et 17 mars, lors de ces audiences, nos organisations ont présenté leur mémoire ainsi que de vibrants témoignages de jeunes ayant vu leurs rêves anéantis par des investisseurs venus acheter à gros prix les terres où ils voulaient s'établir.

Dans ce dossier, l'UPA et ses groupes affiliés proposent de limiter à 100 hectares par année, pour une période de trois ans (300 ha en 3 ans), la superficie que toute personne ou entité peut acquérir à des fins autres que le transfert intergénérationnel. Cette proposition a notamment reçu l'appui de la Fédération québécoise des municipalités et de la Coalition pour la souveraineté alimentaire.

Premier forum UPA-FQM

Le 2 février avait lieu un tout premier forum d'échanges entre les représentants de l'Union et ceux de la Fédération québécoise des municipalités (FQM). L'objectif était de dégager des positions communes sur des enjeux liés au développement des régions. Les participants ont pu prendre connaissance des grandes orientations du Livre bleu de la FQM, et l'Union y a présenté sa vision du développement de l'agriculture et de la foresterie privée. Parmi les dossiers de collaboration retenus, mentionnons l'aménagement du territoire, les plans de développement de la zone agricole et l'accès aux terres pour la relève.

Protection du territoire et des activités agricoles

Le 20 mai, l'Union et plusieurs partenaires (Conseil régional en environnement de Montréal, CSN, Équiterre, Fondation David Suzuki Québec, Mouvement Ceinture verte, Vivre en Ville) unissaient leur voix pour défendre l'avenir du régime

À la rescousse des terres patrimoniales

Le 22 janvier, l'UPA Capitale-Nationale-Côte-Nord lançait sur le Web une pétition pour que soient préservées les terres patrimoniales ayant appartenu aux Sœurs de la Charité dans les arrondissements de Beauport et de Charlesbourg. Des milliers de personnes ont signé la pétition qui demande le maintien de ces terres en zone agricole et la conservation de leur vocation première qui est de nourrir la population. Ces terrains ont été acquis à 195 000 \$/ha dans le but d'y implanter un projet immobilier de 6 500 unités résidentielles. Mentionnons cependant qu'à ce jour, la CPTAQ n'a donné aucune autorisation dans ce dossier.

québécois de protection du territoire et des activités agricoles. Cette sortie publique faisait suite à l'examen du fonctionnement de la CPTAQ en commission parlementaire. Lors de ces audiences, l'Union a plaidé pour que la CPTAQ dispose des moyens lui permettant d'accomplir sa mission qui est de garantir la protection du territoire et des activités agricoles.

Une Journée pour la terre

Le 9 novembre, les représentants d'Équiterre, de la Fédération québécoise des municipalités, de la Fédération de la relève agricole du Québec, de la Fondation David Suzuki et de l'Union des producteurs agricoles organisaient le forum conjoint *Une Journée pour la terre*. Au terme de cette activité, ils ont adopté une déclaration commune dans laquelle ils exhortent le gouvernement du Québec d'agir rapidement pour :



Photo : François Démontagne

- valoriser l'agriculture comme un secteur stratégique du développement économique et social des collectivités rurales, et du Québec tout entier;

- assurer l'établissement du plus grand nombre de jeunes en agriculture en faisant en sorte, entre autres, qu'ils puissent acquérir la terre;
- offrir des milieux de vie viables permettant l'épanouissement des collectivités rurales et périurbaines et prenant en compte les particularités régionales et les caractéristiques de la zone agricole dans chacun des milieux;
- garantir une protection des activités agricoles et favoriser une utilisation du territoire agricole harmonieuse et durable;
- contrer le phénomène de financiarisation et d'accaparement des terres agricoles;
- mettre en valeur les paysages et la biodiversité de nos territoires.

Dossier environnement

La modernisation du régime d'autorisation environnemental

En septembre dernier, l'Union a profité des travaux parlementaires entourant le projet de modernisation du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement pour déposer un mémoire, lequel rappelle la nécessité d'alléger les procédures administratives qui représentent un réel fardeau pour les fermes du Québec. Pour l'Union, il importe de réduire, chaque fois que cela est possible, la bureaucratie installée au fil du temps

et de moduler les exigences en fonction du risque. Comme la plupart des activités agricoles sont déjà assujetties à diverses dispositions réglementaires, elles devraient être considérées à faible risque et le régime d'autorisation devrait être simplifié pour tenir compte de cette réalité.

Le recyclage agricole toujours en progression

En 2015, l'Union, en collaboration avec ses groupes affiliés, a poursuivi son association avec AgriRECUP afin de promouvoir le recyclage des contenants vides de pesticides et de fertilisants, une initiative qui connaît une popularité sans cesse croissante. L'édition 2015 a permis de recueillir des volumes de 5 % supérieurs à ceux de l'an dernier, portant le taux de récupération au Québec à près de 40 %. À cet égard, mentionnons qu'au cours des dix dernières années, les producteurs ont rapporté plus de 1,5 million de bidons de plastique qui autrement se seraient retrouvés dans les sites d'enfouissement.

À cette campagne, s'ajoutait un projet pilote visant cette fois la collecte de sacs de semences et de pesticides, dans 40 points de services, dans les régions de la Montérégie, de Lanaudière, du Centre-du-Québec, de la Chaudière-Appalaches, de la Mauricie et de la Capitale-Nationale-Côte-Nord. Ici encore, les producteurs ont répondu à l'appel permettant la récupération de quelque 50 tonnes de sacs.

Énergie : puisqu'il en faut!

Politique énergétique du Québec 2016-2025

À la fin de 2014, le gouvernement du Québec amorçait une démarche de consultation en vue de définir sa prochaine politique énergétique 2016-2025. De février à juillet 2015, citoyens, organismes et experts ont été invités à se prononcer sur les principaux enjeux énergétiques qui concernent le Québec. L'Union a

été présente tout au long de cette consultation, notamment à titre de partenaire sur les thèmes suivants : efficacité et innovation énergétiques, énergies renouvelables, décarbonisation du transport et hydrocarbures fossiles. À la fin de l'exercice, en juillet, l'UPA déposait ses commentaires sur la future politique, laquelle devrait être rendue publique sous peu.

Vers une nouvelle stratégie tarifaire pour Hydro-Québec

Au printemps dernier, Hydro-Québec organisait deux séances de travail rassemblant divers organismes de défense des intérêts des consommateurs en vue de revoir la structure de ses tarifs. L'Union y a activement participé mettant de l'avant sa proposition d'établir un tarif agricole. Une proposition tout à fait justifiée : la clientèle agricole présentant des caractéristiques différentes de celle assujettie au tarif domestique. Dans ce dossier, les travaux de la société d'État tout comme les représentations de l'Union se poursuivront jusqu'en 2016-2017.

Bonification de la Loi sur l'Office national de l'énergie

Le 18 juin 2015, des bonifications étaient apportées à la Loi sur l'Office national de l'énergie. Désormais, advenant un déversement non intentionnel ou non contrôlé, les compagnies qui transportent au moins 250 000 barils de pétrole par jour auront la responsabilité de payer le premier milliard de dollars de dommages et elles devront détenir les ressources financières en conséquence. Également, l'Office pourra réguler les pipelines sous son autorité durant tout leur cycle de vie, de la planification à l'abandon. Ces mesures, figurant dans les demandes de l'Union depuis plusieurs années, permettront de protéger davantage les propriétaires fonciers dont les terres sont traversées par un pipeline.



Photo : Jacques Dorion

Appui aux groupes spécialisés et à la mise en marché collective

Un nouvel affilié – Les Éleveurs de poulettes du Québec

Le 28 janvier, le conseil général approuvait la demande d'affiliation des Éleveurs de poulettes du Québec (EPQ) qui devenait alors le 39^e organisme affilié à l'UPA. Les EPQ, c'est 78 producteurs qui, chaque année, élèvent pour le marché québécois quelque 4 millions de poulettes destinées à la ponte. Le 15 janvier, les EPQ ont conclu une première convention de mise en marché avec l'Association des producteurs d'œufs du Québec.

Cette convention vise à déterminer les conditions de mise en marché des poulettes et à garantir un approvisionnement de qualité. Elle établit un prix de vente se rapprochant des coûts liés à la production des poulettes répondant aux standards des différents programmes de qualité et de biosécurité en vigueur. Au moment d'écrire ces lignes, cette convention n'avait pas été homologuée par la Régie des marchés agricoles et alimentaires.



Lapin

Le 3 juin, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) allouait un montant de 317 600 \$ pour des travaux de recherche sur le délai de retrait nécessaire pour les lapins ayant reçu des médicaments. Alors que depuis 2013, les producteurs de lapins bénéficient d'une autorisation temporaire pour l'utilisation de médicaments dont l'homologation est attendue, le Syndicat des producteurs de lapins du Québec (SPLQ) compte sur les résultats de ces travaux pour régulariser la situation. Le SPLQ s'est associé avec l'Université Laval et la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université

de Montréal pour réaliser cette étude. Les travaux devraient débuter avant la fin de l'année et permettre l'obtention des homologations requises au cours des mois suivants.

Après quelques années de baisse, la production québécoise de lapins a connu cette année une hausse de plus de 25 %. Le développement des marchés aux États-Unis et dans l'Ouest canadien et de nouveaux mets préparés et faciles à cuisiner ont fait bondir la demande. Toutefois, les difficultés liées à l'abattage sous inspection fédérale au Québec limitent encore la rentabilité des entreprises.

Part de la production agricole québécoise mise en marché collectivement

Production	Nombre de producteurs	Valeur de la production (M\$)	Mise en marché collective (M\$)
Acériculture	7 214	301,00	285,00
Agneaux et moutons ¹	912	38,80	14,35
Agriculture biologique	1 020	173,4	139,38
Apiculture ²	309	13,40	n.d.
Aquaculteurs	38	10,00	0,00
Bleuets ³	400	66,00	61,60
Bois ⁴	20 000	266,40	266,40
Bovins	16 200	817,86	817,86
Chèvres ⁵	95	11,40	10,50
Grains	11 294	1 200,00	9,30
Fraises et framboises ⁶	500	44,60	n.d.
Grands gibiers	212	n.d.	n.d.
Lait	5 856	2 421,65	2 421,65
Lapins	26	2,00	1,80
Légumes de transformation	502	24,68	24,68
Maraîchers	1 480	300,00	n.d.
Œufs	108	188,00	188,00
Œufs d'incubation	62	81,90	81,90
Pommes	513	56,95	56,95
Pommes de terre	258	146,00	146,00
Porcs	3 376	1 606,84	1 606,84
Poulettes	78	8,17	8,17
Serre (en)	710	250,00	n.d.
Volailles	817	713,80	713,80
TOTAL		8 743 \$	6 854 \$

[1] Mise en marché collective agneau lourd

[2] Ces apiculteurs disposent d'au moins six colonies en production

[3] 300 producteurs sont visés par le plan conjoint (territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean seulement)

[4] Chaque année, environ 20 000 des 134 000 propriétaires forestiers du Québec mettent du bois en marché. Les données présentées excluent le bois de chauffage et l'if du Canada.

[5] Seulement pour le lait de chèvre

[6] Source : Profil sectoriel horticole

Syndicat des producteurs de chèvres

Au cours de la dernière année, le Syndicat des producteurs de chèvres du Québec a travaillé sur un plan de restructuration qui vise notamment à assurer une plus grande autonomie des comités de mise en marché du lait, de la viande de chevreau et de la laine de mohair. Le Syndicat a aussi complété la négociation en vue du renouvellement de la convention de mise en marché du lait de chèvre avec les transformateurs.

Un coup de pouce pour la culture d'édamame

Le 3 mars, la Régie des marchés agricoles acceptait la demande de la Fédération québécoise des fruits et légumes de transformation d'ajouter l'édamame à la liste des légumes visés par le plan conjoint. Notons que plusieurs partenaires ont appuyé les démarches de la Fédération dans ce dossier, dont l'UPA, Bonduelle, Spécialités Lassonde, l'Association québécoise de la distribution des fruits et légumes de transformation, Producteurs de grains du Québec et la Table filière.

Développement de la production biologique

Le 28 novembre, à l'initiative de l'UPA, la nouvelle Table de développement de la production biologique (TDPB) prenait son envol. Elle réunit près d'une trentaine de personnes parmi lesquelles des représentants des groupes affiliés à l'Union (régions et secteurs de production) et plusieurs autres intervenants (Équiterre, Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique, Conseil des appellations réservées et des termes valorisants, Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité, Filière biologique,

MAPAQ, AAC). Ce regroupement de leaders de l'agriculture biologique permettra d'optimiser les efforts actuellement consacrés au développement et à la mise en marché des produits issus de ce secteur.

Cidre : un savoir-faire reconnu

Le 30 décembre, deux nouvelles indications géographiques protégées : « Vin de glace du Québec » et « Cidre de glace du Québec » étaient officielisées. Ces démarches collectives visent à préserver le savoir-faire des vignerons et des cidriculteurs et à garantir l'authenticité de leurs produits.

Fédération des éleveurs de grands gibiers du Québec

Cette année, les quatre associations membres de la Fédération des éleveurs de grands gibiers ont travaillé à l'élaboration de leur plan stratégique quinquennal 2016-2020. Parmi les objectifs, on souhaite relancer les travaux de la Table filière sectorielle.

Fédération des agricultrices du Québec

La Fédération des agricultrices du Québec (FAQ) a entamé des démarches afin de réaliser un portrait de la situation en matière de conciliation travail-famille pour les femmes occupant des postes d'administratrices à l'Union. De plus, en collaboration avec le Secrétariat à la condition féminine, la Fédération a lancé la consultation *Femmes et ruralité* qui

visait à établir un diagnostic provincial sur différents enjeux sociaux. La FAQ a également terminé son nouveau guide d'accueil et de référence qui, combiné à une formation, vise à accompagner les administratrices siégeant aux conseils d'administration des syndicats locaux.

Sécurité du revenu et gestion des risques

Le 5 février, le rapport du Groupe de travail sur la sécurité du revenu, mis en place par le ministre de l'Agriculture, était rendu public. La trentaine de recommandations qu'il contient ont fait consensus au sein du comité qui, rappelons-le, réunissait des représentants du MAPAQ, de La Financière agricole du Québec (FADQ), de l'Union ainsi que deux membres externes.

L'Union a poursuivi ses représentations afin que les bonifications proposées soient mises de l'avant : certaines ont été adoptées par le conseil d'administration de La FADQ et sont en attente de l'approbation gouvernementale.

Toutefois, des inquiétudes demeurent, car après une première coupe de 113 M\$ sur le budget de 630 M\$ de La FADQ en 2014-2015, le gouvernement a poursuivi dans la même veine en 2015-2016 en allouant cette fois une enveloppe de 450 M\$ à l'organisation. La constitution d'une réserve de 300 M\$ sur deux ans, à même le budget de La FADQ, a aussi été annoncée par le ministre durant la dernière année. Dans un contexte de prix exceptionnels pour plusieurs produits couverts par l'ASRA, La FADQ devrait générer des surplus. Toutefois, ceux-ci pourraient ne pas être suffisants pour lui permettre de remplir toutes ses obligations, particulièrement, la mise à niveau des programmes.



Indépendamment de toutes cette gymnastique comptable, l'UPA continuera de réclamer les bonifications aux programmes de sécurité du revenu qui avaient été proposées en février par le groupe de travail. La mise à niveau des programmes est en effet essentielle au développement du plein potentiel de l'agriculture et à sa contribution à l'économie du Québec.

Assurance récolte

Quelques actions du plan de modernisation de l'assurance récolte de La FADQ ont été mises en œuvre cette année, ce qui a permis de répondre à certains besoins exprimés depuis longtemps par les producteurs.

En 2015, les discussions se sont poursuivies entre l'UPA et La FADQ à propos de la protection collective du foin. La FADQ a finalement revu à la hausse la valeur de remplacement du foin qui est passée de 110 \$ à 120 \$ la tonne à 85 % de matière sèche. L'organisme a également travaillé, en consultation avec l'UPA, à l'élaboration d'une nouvelle méthode d'évaluation des pertes. Ainsi, dès 2016, cette nouvelle méthode remplacera la couverture basée sur les dérivés climatiques. Une automatisation du réseau de stations climatiques devrait aussi améliorer l'efficacité et la performance de la protection. L'application de cette nouvelle méthodologie fera l'objet d'un suivi par l'Union, notamment pour s'assurer que les pertes seront adéquatement mesurées et les producteurs adéquatement compensés.

En 2016, les producteurs de fraises pourront compter sur une nouvelle protection réservée aux fraisières en plasticulture. L'adhésion à ce programme s'est faite cet automne en prévision de la récolte de l'été prochain. Une protection pour les fraises à jour neutre correspondant mieux aux besoins des producteurs sera aussi offerte dès ce printemps.

À la trace, sur le Web avec Agri-Traçabilité Québec

Au cours des derniers mois, les services d'Agri-Traçabilité Québec (ATQ) ont travaillé à la transition des systèmes de traçabilité vers une toute nouvelle plateforme Web. Il s'agit là d'une avancée importante pour l'organisation, mais aussi pour les producteurs et les intervenants du milieu agricole, car cette application interactive facilitera grandement la déclaration et la gestion des données. ATQ prévoit mettre en ligne le système au début de l'année 2016. Cet

outil hautement performant et sécurisé, appelé SimpliTRACE, couvrira les secteurs bovin, ovin et celui des cervidés. À suivre...

ATQ a également été largement impliquée dans le projet national de mise en place d'une base de données par l'organisme Service de traçabilité agricole du Canada, aussi connu sous le nom de TraceCanada. Cette base de données contiendra les informations de traçabilité du Québec, ainsi que celles des autres provinces canadiennes.

Sommes investies en recherche et développement et en promotion (\$)

Production	Promotion et publicité (\$)	Recherche et développement (\$)	Dons (\$)
Acériculture	4 501 109	806 349	92 531
Agneaux et moutons	9 089	172 065	0
Agriculture biologique	(d)	(d)	(d)
Apiculture	870	63 107	350
Aquaculteurs	0	0	0
Bleuets	184 500	192 500	0
Bois	0	150 000	0
Bovins	873 948	235 708	0
Chèvres	3 000	0	0
Grains	53 000	645 196	1 000
Fraises et framboises	131 000	42 000	700
Grands gibiers	9 000	0	0
Lait	43 103 597	704 802	1 059 398
Lapins	32 900	6 000	1 200
Légumes de transformation	49 262	283 796	650
Maraîchers	340 000	288 000	500
Œufs	1 439 929	179 350	92 225
Œufs d'incubation	3 806	53 285	0
Pommes	318 277	77 669	29 990
Pommes de terre	700 000	65 000	30 000
Porcs	2 992 199	1 557 818	0
Poulettes	0	0	0
Serre (en)	n.d.	n.d.	0
Volailles	2 573 581	44 918	14 382
TOTAL	57 319 067 \$	5 567 563 \$	1 322 926 \$

Main-d'œuvre

Beaucoup de pain sur la planche pour AGRlcarrières

En 2014-2015, les actions du Comité sectoriel de main-d'œuvre de la production agricole se sont concentrées sur trois grands enjeux : l'attraction de la main-d'œuvre, la disposition de ressources compétentes et qualifiées et la rétention de la main-d'œuvre par de bonnes pratiques en gestion des ressources humaines.

Des projets de formation répondant aux besoins spécifiques de certaines associations de producteurs ont vu le jour (lait biologique, lapins). Deux chantiers de développement de normes professionnelles ont aussi été lancés (ouvrier avicole et opérateur de machinerie agricole) permettant ainsi de favoriser l'acquisition de compétences directement en milieu de travail.

AGRlcarrières a également travaillé avec les centres d'emploi agricole pour former et accompagner leurs conseillers œuvrant en gestion des ressources humaines auprès de la clientèle agricole. Le service Agrijob a poursuivi son virage qualité dans l'optique de mieux répondre aux besoins des producteurs en matière de travailleurs locaux.

Enfin, l'année 2014-2015 a permis de compléter l'étude sur les conditions de travail des secteurs laitier, porcin et serricole.

Travailleurs étrangers temporaires

Actuellement au Québec, environ 1 000 employeurs agricoles embauchent près de 10 000 travailleurs étrangers sur une base temporaire. L'UPA a profité de la campagne électorale fédérale pour obtenir l'engagement des partis d'alléger le fardeau administratif découlant de la gestion des Programmes des travailleurs étrangers temporaires. L'Union a également soutenu les pomiculteurs aux prises avec les délais inacceptables imposés par le fédéral pour la délivrance d'un deuxième permis de travail aux employés étrangers temporaires.



Formation et appui en vie syndicale

Former

L'Union a innové cette année en présentant aux représentants des régions et des groupes spécialisés deux formations par webdiffusion.

- Le 9 mars, plus de 110 participants ont assisté au séminaire *Le point sur la sécurité du revenu*. L'objectif : approfondir ses connaissances des différents programmes et connaître les derniers développements dans ce dossier.
- Le 27 avril, plus de 200 personnes ont assisté au séminaire *Accès aux terres et relève agricole*. L'objectif : fournir aux participants des outils pour appuyer leur travail de représentations dans le dossier.

Au total, plus de 900 personnes ont participé cette année à une formation organisée par l'Union, soit 40 % de plus que la moyenne des cinq dernières années.

Appuyer et accompagner

Comme toujours, plusieurs activités ont été réalisées au plan régional dans le cadre du projet d'appui en vie syndicale. La démarche *À la rencontre des producteurs*, la participation des jeunes aux *Grand Rassemblement de la relève* et une contribution soutenue à la campagne *Forts et unis* et aux manifestations régionales comptent parmi les faits saillants de l'année dans ce domaine.

Rencontrer

Les premiers mois de l'année ont été l'occasion de bien mettre sur les rails la démarche *À la rencontre des producteurs* menée par les représentants des syndicats locaux dans toutes les régions du Québec. Ces derniers ont fait des rencontres individuelles, organisé des brunchs, des activités d'information, des assemblées de cuisine pour échanger avec ceux et celles qu'ils représentent. Au total, plus de 10 000 producteurs et productrices ont déjà été rencontrés, soit près de 40 %, et ça continue!

Projet de formation de la main-d'œuvre

AGRlcarrières a appuyé cette année le Syndicat des producteurs de lapins dans le développement d'une formation Web spécifique aux travaux liés à la production de lapins de chair. Ce cours, élaboré conjointement avec le conseiller cunicole du Réseau Agri-conseils et une agronome de l'Université Laval, a été offert pour la première fois en fin d'année 2015. Une façon de faire novatrice et qui pourra être reprise par d'autres secteurs de production.

Prévention

Le thème de l'année 2015 pour la Semaine de la santé et de la sécurité en agriculture ciblait les pièces en mouvement, particulièrement les arbres de transmission. Tracteurs, moissonneuses-batteuses, presses à foin sont autant de machines dont les éléments de transmission d'énergie peuvent causer des blessures graves, dont des amputations et même des décès. Yvan Bergeron, un producteur de Saint-Samuel, a livré un vibrant témoignage à ce sujet lors du Colloque annuel de prévention. Une quinzaine d'ateliers de prévention ont par ailleurs été donnés à travers le Québec afin de sensibiliser les producteurs et les travailleurs agricoles à ce danger.

Mentionnons qu'encore une fois cette année, plus de 500 enfants ont été sensibilisés aux différents risques présents dans les fermes dans le cadre des huit Sécurijours réalisés par les fédérations régionales et les syndicats locaux.

Santé psychologique

Dans le dossier de la santé psychologique des agriculteurs, une séance de réflexion des conseillers généraux et une tournée des conseils d'administration régionaux ont permis de dégager des pistes de solution et des actions pouvant être menées sur le terrain. En septembre, le conseil général adoptait un plan d'action en santé psychologique comprenant, entre autres, la désignation d'un porteur de dossier au niveau local, l'organisation de formations sentinelles dont le contenu sera adapté à la réalité agricole, la production de matériel d'information et l'organisation d'un forum provincial sur la santé psychologique des agriculteurs. À suivre...





POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR

L'Union des producteurs agricoles

Rapport annuel 2014-2015

Portrait de l'Union (1/2)

L'Union des producteurs agricoles

ISSN 1209-9589 (Imprimé)

ISSN 2292-2229 (En ligne)

Dépôt légal, 4^e trimestre 2015

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

Photographies

AGRIcarrières, Fédération des agricultrices du Québec, François Démontagne, Jacques Dorion, Jour de la Terre Québec, UPA Bas St-Laurent, Yves Lacombe et Pascal Ratthé

Coordination, conception et montage

Direction communications et vie syndicale

Impression

Imprimerie Héon et Nadeau Itée



POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR

L'Union des producteurs agricoles

Maison de l'UPA
555, boulevard Roland-Therrien, bureau 100
Longueuil (Québec) J4H 3Y9